



**Rapport Financier  
Semestriel  
2013**

## **SOMMAIRE**

<b>DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>3</b>
<b>RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIELLE</b>	<b>4</b>
<b>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES</b>	<b>7</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012</b>	<b>38</b>

## **DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

---

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Chailley, le 18 novembre 2013

**Joël MARCHAND**  
**Directeur Général**

# **RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIELLE**

---

## **FAITS MARQUANTS**

L'explosion des prix des matières premières en 2012 n'a pu être complétement répercuté sur les prix de ventes, ce qui a entraîné une dégradation des marges.

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, nos volumes de commercialisation ont été satisfaisants et nous avons continué à prendre des parts de marché.

Dans le cadre de notre partenariat avec Glon Sanders, nous avons été référencés à compter du mois de mai sur plusieurs plateformes LECLERC avec une gamme de produits en gros conditionnements.

La gamme « été » a malheureusement démarré très mollement à cause d'une météo exécrable sur mai et juin.

Le semestre se termine sur la suppression des restitutions pour les poulets à l'exportation décidée par Bruxelles. Même si cette décision ne nous touche pas directement, elle met encore plus en difficulté la filière avicole bretonne et prédit une fin d'année très critique pour notre métier.

Pour DUC, le 1<sup>er</sup> semestre s'est terminé par le dépôt d'un dossier d'aide à la ré-industrialisation ARI destiné à renforcer les fonds propres du groupe et à obtenir des aides nécessaires à la mise en œuvre d'un ambitieux programme d'investissements visant à améliorer la compétitivité de nos sites industriels

## **EVOLUTION DU SECOND SEMESTRE**

Au cours du 2<sup>nd</sup> semestre, nous allons nous efforcer de restaurer nos marges malgré une très forte pression à la baisse de la part de nos clients.

Les bons scores des produits certifiés non-OGM devraient se poursuivre et nous espérons pouvoir entamer notre programme d'investissements très rapidement si notre dossier de demandes d'aides est validé par les pouvoirs publics.

La baisse du prix des céréales devrait nous permettre d'améliorer sensiblement nos prix de revient surtout au cours du dernier trimestre.

Pour Noël, la campagne s'annonce bien puisque nous avons déjà, à fin juillet, des réservations supérieures à celles de 2012.

## **RESULTATS**

### **Activité et résultats consolidés - présentation IFRS (en milliers d'euros)**

Les comptes consolidés condensés du Groupe publiés au titre de l'exercice 2013 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et à leurs interprétations (\*).

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2013 au 30/06/2013 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

(en millions d'euros)	2012	2013	Variation
Premier trimestre	45,34	50,43	+ 11,22 %
Deuxième trimestre	44,85	53,37	+ 19,01 %
<b>Cumul</b>	<b>90,19</b>	<b>103,80</b>	<b>+ 15,09%</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe DUC au 30 juin 2013 s'élève donc à 103,80 millions d'euros, en hausse significative par rapport à la même période en 2012 (+ 15,09 %) et en nette hausse par rapport au semestre précédent (+5,28 %).

En termes de production sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, les volumes commercialisés augmentent de 12,34 % par rapport à la même période de 2012. Sur le 1<sup>er</sup> semestre, le marché national a évolué quant à lui de + 0.6 %. Les parts de marchés conquises par le Groupe DUC expliquent ces belles progressions et viennent conforter la pertinence de sa stratégie de diversification vers des secteurs porteurs.

(en K€)	30/06/2013	30/06/2012 (*)	31/12/2012 (*)
<b>Chiffre d'affaires</b>	103.803	90.189	188.791
<b>Résultat opérationnel courant</b>	(1.801)	306	(961)
<b>Résultat opérationnel</b>	(1.801)	306	(961)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	(299)	(288)	(585)
<b>Résultat net</b>	(2.062)	17	(2.150)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	(2.062)	(4)	(2.189)
<b>Résultat net par action (en €)</b>	(1.17)	(0.00)	(1.23)

Les comptes semestriels consolidés font apparaître un résultat opérationnel courant négatif à hauteur de 1.801 K€, contre un résultat positif à hauteur de 306 K€ au 30 juin 2012.

Le résultat net s'établit, quant à lui, à (2.062) K€, contre 17 K€ au premier semestre 2012.

(\*) Le groupe a opté pour l'application anticipée au 1<sup>er</sup> janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée.

#### **Réalisation des investissements (en K€)**

SITES	Budget 2013	Engagés et en cours au 30/06/2013
Charolles Accoupage (Charolles)	50	2
Drôme Accoupage (Crest)	25	3
Duc Chailley	1.097	545
Duc Gouaix	215	34
Duc Riec	391	325
Duc Siège	572	313
Duc St Bauzély	187	715
Nutri-Bourgogne	157	84
SCEA de Varennes	10	11
<b>TOTAL</b>	<b>2.704</b>	<b>2.032</b>

## **TENDANCES ET PERSPECTIVES**

L'inflation démesurée des matières premières devrait impacter à la fois le marché en termes de consommation mais également le résultat des entreprises du secteur.

La filière de la volaille française est en cours de restructuration et il semble évident que cette phase va donner lieu dans un avenir proche à une offre concentrée dans les mains des quelques groupes uniquement.

Les efforts permanents du Groupe DUC pour gagner en compétitivité le positionnent favorablement pour atteindre ses objectifs.

## **REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2013**

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital
FINANCIERE DUC	807 797	43,37
VERNEUIL PARTICIPATIONS	403 158	21,64
VERNEUIL ET ASSOCIES	157	0,01
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>	<i>1 211 112</i>	<i>65,02</i>
CEntrale Coopérative Agricole Bretonne	313 333	16,82
Public	191 916	10,30
Groupe BONGRAIN	60 000	3,22
Auto-détention	86 327	4,64
<b>TOTAL</b>	<b>1 862 688</b>	<b>100,00</b>

La répartition du capital de la Société a évolué par le rachat par DUC, sur le marché, des actions détenues par la Coopérative Avicole des Fermiers de l'Orléanais.

## **PARTIES LIEES**

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport au 31 décembre 2012. La convention de trésorerie conclue entre DUC et VERNEUIL PARTICIPATIONS telle que décrite dans le rapport financier annuel 2012 (déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2013) demeure inchangée.

## **PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE**

Les principaux risques et incertitudes sont ceux décrits dans le rapport de gestion du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 (« Analyse des risques de marché », page 19 du rapport financier annuel 2012 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2013) et dans l'annexe consolidée des comptes semestriels («1.6. Présentation des états financiers »).

# COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

## A - Etat du résultat global

Données en K€	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	3.1, 20	103 803	90 189	188 791
Achats consommés	21	(58 847)	(45 817)	(100 137)
Charges de personnel	24	(16 764)	(16 088)	(52 084)
Charges externes	22	(27 483)	(25 585)	(3 446)
Impôts et taxes		(1 893)	(1 617)	(32 222)
Dotations aux amortissements	23	(1 399)	(1 411)	(2 825)
Dotations et reprises de provisions		(168)	(203)	(615)
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	3.12, 3.13	816	679	1 205
Autres produits d'exploitation	25	241	295	603
Autres charges d'exploitation	26	(107)	(136)	(231)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>(1 801)</b>	<b>306</b>	<b>(961)</b>
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles				
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	3.2	<b>(1 801)</b>	<b>306</b>	<b>(961)</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1	6	10
Coût de l'endettement financier brut	27	(300)	(294)	(595)
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		<b>(299)</b>	<b>(288)</b>	<b>(585)</b>
Autres produits financiers		1	7	14
Autres charges financières		(9)		(7)
Impôt sur les résultats		46	(8)	(361)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence				(250)
<b>RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION</b>		<b>(2 062)</b>	<b>17</b>	<b>(2 150)</b>
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>(2 062)</b>	<b>17</b>	<b>(2 150)</b>
Part du groupe		(2 086)	(4)	(2 189)
Intérêts minoritaires		24	21	39
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	28	<b>(1.17)</b>	<b>(0.00)</b>	<b>(1.23)</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	28	<b>(1.17)</b>	<b>(0.00)</b>	<b>(1.23)</b>
<b>Eléments non recyclables au compte de résultat</b>		<b>109</b>	<b>(589)</b>	<b>(645)</b>
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel		163	(589)	(968)
- Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables		(54)		323
<b>Eléments recyclables au compte de résultat</b>				<b>(39)</b>
- Réévaluation des terrains				(56)
- Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables				17
<b>RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>		<b>(1 953)</b>	<b>(572)</b>	<b>(2 834)</b>
Part du groupe		(1 977)	(593)	(2 876)
Intérêts minoritaires		24	21	42

## B - Etat de la situation financière

Données en K€				
<b>ACTIF</b>	<b>Notes</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2012</b>
<b>ACTIFS NON-COURANTS</b>				
Goodwill				
Immobilisations incorporelles	3.5, 5	490	677	479
Immobilisations corporelles	3.6, 6	24 427	25 244	24 738
Immeubles de placement	3.7, 7			
Participations entreprises associées				
Titres disponibles à la vente				
Autres actifs non courants	8	2 398	2 859	2 227
Actifs d'impôts différés	3.22, 9			
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>27 315</b>	<b>28 780</b>	<b>27 444</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>				
Actifs biologiques	3.12, 10	7 348	6 830	7 412
Stocks	3.13, 11	10 704	8 846	9 317
Clients et comptes rattachés	12	26 377	22 340	23 857
Autres actifs courants	12	4 616	3 732	4 265
Actif d'impôt exigible	12	94	233	199
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.15, 13	209	646	543
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>49 348</b>	<b>42 627</b>	<b>45 593</b>
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>76 663</b>	<b>71 407</b>	<b>73 037</b>
<b>PASSIF</b>				
<b>PASSIF</b>	<b>Notes</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2012</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital émis	14	7 451	7 451	7 451
Autres réserves		(8 126)	(5 946)	(6 046)
Titres en auto-contrôle		(915)	(915)	(915)
Résultat de l'exercice		(2 086)	(4)	(2 189)
Capitaux propres part du groupe		(3 676)	586	(1 699)
Interêts minoritaires		344	298	320
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>(3 332)</b>	<b>884</b>	<b>(1 379)</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>				
Provisions à long terme	15	5 062	4 464	5 045
Emprunts et dettes financières à long terme	16	242	1 503	870
Passif d'impôts non courants	3.22, 9	22	16	22
Autres passifs non courants	16	2 011	2 012	2 012
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>7 337</b>	<b>7 995</b>	<b>7 949</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>				
Provisions à court terme	15,1	92	111	83
Emprunts à court terme	16	26 885	22 826	25 335
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	16	1 994	1 400	1 384
Fournisseurs et autres créditeurs		30 532	25 978	26 954
Passif d'impôt courants		2		
Autres passifs courants	17	13 153	12 213	12 711
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>72 658</b>	<b>62 528</b>	<b>66 467</b>
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>76 663</b>	<b>71 407</b>	<b>73 037</b>



## C - Tableau des flux de trésorerie consolidés

Données en K€	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		-2 062	17	-2 150
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :				
- Résultat des sociétés mises en équivalence				250
- Amortissements et provisions		1 589	1 656	3 418
- Variation des impôts différés		-55		345
- Plus-values de cession		-5	16	31
Marge brute d'autofinancement		<b>-533</b>	<b>1 689</b>	<b>1 894</b>
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	18	-68	-1 976	-3 572
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>-601</b>	<b>-287</b>	<b>-1 678</b>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5	-70	-40	-78
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	-1 056	-1 165	-2 082
Variation des autres immobilisations financières	8	-171	-590	42
Remboursement de prêts				
Cession d'immobilisations		33	108	109
Incidence des variations de périmètre				-250
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-1 264</b>	<b>-1 687</b>	<b>-2 259</b>
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :				
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire				
Variation de titres en auto-contrôle			-77	-77
Emissions d'emprunts		635		
Remboursements d'emprunts		-649	-623	-1 264
Variation des comptes courants long terme		-1		
Variation des autres dettes financières		-4	-14	-22
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>-19</b>	<b>-714</b>	<b>-1 363</b>
Incidence des variations de cours des devises				
<b>Variations de trésorerie</b>		<b>-1 884</b>	<b>-2 688</b>	<b>-5 300</b>
Trésorerie d'ouverture	13.2	-24 792	-19 492	-19 492
Trésorerie de clôture	13.2	-26 676	-22 180	-24 792

## D - Variation des capitaux propres consolidés

Données en K€	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Produits et charges non comptabilisés en résultat	Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	Titres en autocontrôle	Total Capitaux propres part du Groupe IFRS	Intérêts minoritaires IFRS	CAPITAUX PROPRES IFRS
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/11 *</b>	1 862 688	17 323	7 386	-25 212	2 536	61	-838	1 256	277	1 533
Résultat net du 1er semestre 2012				-4				-4	21	17
Autres éléments du résultat global						-589		-589		-589
<i>Résultat global</i>				-4		-589		-593	21	-572
Réduction de capital		-9 872		9 872						
Variation des titres en autocontrôle							-77	-77		-77
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/12</b>	1 862 688	7 451	7 386	-15 344	2 536	-528	-915	586	298	884
Résultat net du 2ème semestre 2012				-2 185				-2 185	18	-2 167
Autres éléments du résultat global						-100		-100	4	-96
<i>Résultat global</i>				-2 185		-100		-2 285	22	-2 263
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/12</b>	1 862 688	7 451	7 386	-17 529	2 536	-628	-915	-1 699	320	-1 379
Résultat net du 1er semestre 2013				-2 086				-2 086	24	-2 062
Autres éléments du résultat global						109		109		109
<i>Résultat global</i>				-2 086		109		-1 977	24	-1 953
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/13</b>	1 862 688	7 451	7 386	-19 615	2 536	-519	-915	-3 676	344	-3 332

\* : Le Groupe ayant opté pour l'application anticipée au 1er janvier 2012 de la norme IAS 19 révisée, les états financiers de l'exercice 2011 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison

## **E - Notes annexes aux états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2013** (en milliers d'euros sauf indication différente)

### **1. INFORMATIONS GENERALES**

#### **1.1. Présentation du groupe**

La société Duc a été constituée le 25 août 1972 sous la forme à responsabilité limitée puis a été transformée le 30 décembre 1978 en société anonyme de droit français à conseil d'administration. La durée de la société a été fixée à 30 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et a été prorogée de 30 années par l'assemblée générale extraordinaire du 19 août 1996 et expirera le 7 octobre 2032 sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts. Le siège social est situé à Chailley (89770), Grande rue. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Joigny sous le numéro 722 621 166.

L'action Duc est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris - compartiment C depuis 1998.

La Société DUC, mère du Groupe, est non seulement une société holding mais elle exerce également des activités économiques propres puisque DUC exploite les couvoirs de Charolles et de Crest ainsi que les unités d'abattage, de découpe et de conditionnement de volailles situées à Chailley, Saint Bauzély et Riec sur Belon, ainsi qu'une unité de transformation de produits élaborés à Gouaix.

DUC maîtrise en effet l'ensemble des paramètres de sa production de poulets, depuis la fabrication de l'aliment destiné à ses volailles jusqu'au conditionnement et la commercialisation en passant par la reproduction, l'accoupage, l'élevage, l'abattage et la transformation.

Les éleveurs sont des prestataires de service liés par un contrat d'exclusivité à la Société DUC. Ils sont rémunérés en fonction de trois critères principaux qui sont leur performance, le respect du cahier des charges et la qualité des produits. DUC reste propriétaire du cheptel et fournit l'aliment aux éleveurs.

Cet aliment est fabriqué par la filiale NUTRI-BOURGOGNE, pour environ 98 % de la consommation, qui achète ses céréales auprès des agriculteurs locaux pour le blé et les pois, des grands groupes céréaliers français pour le maïs et des négociants internationaux pour le soja.

DUC se fournit en dindes auprès d'une filiale de la CECAB en volaille abattues et se charge des opérations de découpe et /ou de transformation puis de la commercialisation des produits.

Spécialiste de la volaille de qualité, DUC propose une gamme complète et variée de produits élaborés, certifiés et standards obéissant tous aux critères d'une filière réputée pour son exigence.

DUC commercialise les espèces de volailles poulet et dinde, en entier et en découpe.

Sa gamme est complétée avec des produits festifs (chapon et dinde entière) pour la période de Noël et « Les Estivales », produits pour le barbecue composés de brochettes, saucisses et produits épicés.

DUC adapte ses gammes pour répondre aux évolutions du marché et confirmer sa présence sur tous les créneaux de consommation avec le développement des produits standards « 100 % végétal » et halal (abattage selon le rite musulman).

Le positionnement de la société DUC est essentiellement national et bien distinct de celui des produits standards puisque fondé sur une démarche de certification, reconnue et encadrée par le ministère de l'agriculture et de la pêche.

## **1.2. Faits majeurs de la période**

L'explosion des prix des Matières Premières en 2012 n'a pu être complétement répercuté sur les prix de ventes, ce qui a entraîné une dégradation des marges.

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, nos volumes de commercialisation ont été satisfaisants et nous avons continué à prendre des parts de marché.

Dans le cadre de notre partenariat avec Glon Sanders, nous avons été référencés à compter du mois de mai sur plusieurs plateformes LECLERC avec une gamme de produits en gros conditionnements.

La gamme « été » a malheureusement démarré très mollement à cause d'une météo exécrable sur mai et juin.

Le semestre se termine sur la suppression des restitutions pour les poulets à l'exportation décidée par Bruxelles. Même si cette décision ne nous touche pas directement, elle met encore plus en difficulté la filière avicole bretonne et prédit une fin d'année très critique pour notre métier.

Pour DUC, le 1<sup>er</sup> semestre s'est terminé par le dépôt d'un dossier d'aide à la ré-industrialisation ARI destiné à renforcer les fonds propres du groupe et à obtenir des aides nécessaires à la mise en œuvre d'un ambitieux programme d'investissements visant à améliorer la compétitivité de nos sites industriels.

## **1.3. Perspectives d'avenir**

Au cours du 2<sup>nd</sup> semestre, nous allons nous efforcer de restaurer nos marges malgré une très forte pression à la baisse de la part de nos clients.

Les bons scores des produits certifiés Non OGM devraient se poursuivre et nous espérons pouvoir entamer notre programme d'investissements très rapidement si notre dossier ARI est validé par les pouvoirs publics.

La baisse du prix des céréales devrait nous permettre d'améliorer sensiblement nos prix de revient surtout au cours du dernier trimestre.

Pour Noël, la campagne s'annonce bien puisque nous avons déjà, à fin juillet, des réservations supérieures à celles de 2012.

#### 1.4. Répartition du capital au 30 juin 2013

Actionnaires	Nombre de titres			% du capital
	Au porteur	Au nominatif	Total	
Financière Duc		807 797	807 797	43.37%
Verneuil Participations		403 158	403 158	21.64%
Verneuil et Associés		157	157	0.01%
<i>Sous total Groupe Verneuil</i>		<i>1 211 112</i>	<i>1 211 112</i>	<i>65.02%</i>
CECAB		313 333	313 333	16.82%
Public	188 832	3 084	191 916	10.30%
Groupe BONGRAIN		60 000	60 000	3.22%
Auto détention	86 327		86 327	4.63%
<b>TOTAL</b>	<b>275 159</b>	<b>1 587 529</b>	<b>1 862 688</b>	<b>100.00%</b>

Le Groupe DUC fait partie du périmètre de consolidation du Groupe Verneuil.

#### 1.5. Principes comptables

Les comptes consolidés condensés du groupe publiés au titre de l'exercice 2013 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2013 au 30/06/2013 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

DUC a opté, au 1<sup>er</sup> janvier 2012, pour l'application par anticipation de la norme IAS 19 révisée (« Avantages du personnel »).

#### 1.6. Présentation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés comprennent ceux de Duc ainsi que ceux de ses sociétés affiliées.

Cet ensemble forme le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 4. Périmètre de consolidation.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception :

- des investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente qui sont enregistrés à leur juste valeur ;
- des actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture et qui sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert ;
- des terrains évalués à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants à l'exception des actifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes à l'exception des passifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

**Continuité d'exploitation** : Les comptes de la société DUC SA ont été établis au 30 juin 2013 selon l'hypothèse de l'application du principe de continuité de l'exploitation, compte tenu des éléments suivants :

- le maintien du soutien de la CECAB sous forme d'un encours fournisseurs ;
- les prévisions d'exploitation positives conformément au budget 2013 et 2014.
- la mise en place de plans d'actions incluant les axes suivants :
  - une alliance stratégique à court terme,
    - o une cession partielle d'actifs permettant de surcroit la baisse du besoin en fonds de roulement,
    - o le renforcement des fonds propres,
    - o la mise en place de cession bail sur des actifs non stratégiques.

L'ensemble de ces mesures devrait permettre d'assurer le financement des besoins d'exploitation et des investissements.

Toutefois, la réalisation de ces plans d'actions n'étant pas finalisée, il existe une incertitude sur la continuité de l'exploitation.

Aucun des ajustements qui pourraient s'avérer nécessaires dans l'hypothèse où la société ne serait plus en mesure de poursuivre son activité n'a été constaté dans les comptes au 30 juin 2013.

## **2. MODALITES DE CONSOLIDATION**

### **2.1. Estimations de la Direction**

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

### **2.2. Règles de consolidation**

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un autre Groupe sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure à 20%, sont consolidées par mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

### **2.3. Date d'arrêté des comptes**

Toutes les sociétés du Groupe ont un exercice annuel qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et se clôture le 31 décembre. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes intermédiaires, établis au 30 juin 2013.

### **2.4. Elimination des opérations et comptes réciproques**

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupe font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises, sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

### **2.5. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères**

La filiale Bulgare étant une filiale autonome, la conversion de la monnaie de fonctionnement dans laquelle sont établis ses comptes à l'euro est réalisée selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Ecart de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

### **2.6. Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par les IFRS. La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwill.

Lorsque le Groupe prend le contrôle d'une entreprise en une seule opération, la part des actifs et des passifs revenant aux minoritaires est également comptabilisée à sa juste valeur.

Lorsque le Groupe acquiert ultérieurement des actifs et des passifs auprès des minoritaires d'une entité contrôlée, aucun ajustement complémentaire lié à la réévaluation à la juste valeur de ceux-ci n'est comptabilisé. L'écart entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actifs et passifs est comptabilisé en goodwill.

Quand la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, le Groupe comptabilise le regroupement en utilisant ces valeurs provisoires. Les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale se font dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

### **3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION**

#### **3.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires se compose de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intragroupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires.

#### **3.2. Résultat opérationnel**

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les autres produits et charges opérationnelles sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

#### **3.3. Produits et charges financiers**

Les produits et charges financiers comprennent :

- les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des autres passifs financiers (y compris dette sur contrat de location financement) et de la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- les autres frais payés aux banques sur les opérations financières ;
- les dividendes reçus des participations non consolidées ;
- le résultat de change sur opérations financières.

#### **3.4. Résultats par action**

Les résultats par action sont calculés conformément à la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Comme il n'existe pas d'instrument donnant droit à un accès différé au capital de Duc, le résultat net dilué par action est identique au résultat de base par action.



### 3.5. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments amortissables, tels que les logiciels, et des droits au bail.

Les principales durées d'utilité retenues sont :

Concessions, brevets, licences	2 à 8 ans linéaire
Autres immobilisations incorporelles	1 à 10 ans linéaire

#### *Cas particulier des frais de recherche et développement*

Le Groupe a pour ambition d'améliorer ses processus de fabrication, de maintenir la qualité de ses produits et de répondre aux besoins présents et futurs de sa clientèle. Pour atteindre ces objectifs, il instaure périodiquement des programmes de recherche et développement. Dans le cadre des activités du Groupe, les coûts engagés sont généralement considérés comme des coûts de recherche comptabilisés en charges conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles.

### 3.6. Immobilisations corporelles

#### 3.6.1. Généralités

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan de la manière suivante :

- Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.
- Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions liées à des actifs sont présentées au bilan en produits différés qui sont comptabilisés en produits sur une base systématique et rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif.

Les actifs sont ventilés par composants, chacun ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs. Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation sont comptabilisés sur une base prospective.

Généralement, les valeurs résiduelles sont nulles.

#### 3.6.2. Amortissements des immobilisations corporelles

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions	5 à 67 ans linéaire
Installations et agencements	3 à 50 ans linéaire
Matériel et outillage	3 à 50 ans linéaire, 4 à 15 ans dégressif
Matériel de transport	2 à 4 ans linéaire
Autres immobilisations corporelles	3 à 20 ans linéaire

#### 3.6.3. Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et l'actif remplacé est éliminé. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

### **3.7. Immeubles de placement**

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou bâtiment - ou partie d'un bâtiment - ou les deux) détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital apporté ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Le Groupe a choisi de comptabiliser ultérieurement à leur acquisition les immeubles de placement selon la méthode du coût amorti, soit à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, conformément au modèle décrit dans la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, paragraphe 30.

Les principales durées d'utilité retenues sont 15, 20 ans et 35 ans.

Les immeubles de placement sont amortis linéairement.

### **3.8. Contrats de location**

Conformément à la norme IAS 17 - Contrats de location, les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'évaluation des contrats de location sont fondés sur :

- le rapport entre la durée d'utilité des actifs loués et leur durée de vie ;
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé ;
- l'existence d'un transfert de propriété ;
- l'existence d'une option d'achat favorable ;
- le caractère spécifique de l'actif.

#### **3.8.1. Comptabilisation des contrats de location-financement**

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs utilisés dans le cadre de contrats location-financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles avec pour contrepartie une dette financière. L'actif est comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué à la date de commencement du contrat ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux.

#### **3.8.2. Comptabilisation des contrats de location simple**

Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

### **3.9. Autres actifs financiers**

Lorsqu'ils existent, les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces

participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les prêts long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

### **3.10. Décomptabilisation des actifs financiers**

Les actifs financiers tels que définis par la norme IAS 32 sont sortis du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs et qu'il transfère substantiellement tous les risques et avantages liés aux actifs.

### **3.11. Actifs destinés à être cédés**

Un actif immobilisé, ou un groupe d'actifs et de passifs, sont classés comme destinés à être cédés quand leur valeur comptable sera recouverte principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue, la vente devant être hautement probable.

Une activité est considérée comme abandonnée selon les critères identiques à ceux utilisés pour déterminer les actifs destinés à être cédés.

Ces actifs ou cette activité sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

### **3.12. Actifs biologiques**

Un actif biologique est un animal ou une plante vivant.

Sont des actifs biologiques :

- Les futurs reproducteurs
- Les reproducteurs (poules pondeuses et mâles reproducteurs)
- Les œufs à couver
- Les volailles de chair

Les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les futurs reproducteurs sont valorisés au prix de revient car il n'existe aucune valeur de marché. La production des futurs reproducteurs n'est prévue que sur contrat.
- Les poules pondeuses sont valorisées au coût de revient duquel est retranché le prix de revient de chaque œuf à couver produit par la poule, au prorata du temps, jusqu'à un seuil correspondant au prix du marché de la poule de réforme ; Les mâles reproducteurs ne sont pas valorisés.
- Les œufs à couver sont évalués ainsi :
  - o les œufs en attente d'incubation sont valorisés au prix de œufs acquis à l'extérieur ;

- les œufs en incubation sont valorisés au prix des poussins acquis à l'extérieur auquel on applique le taux d'éclosion du mois en cours.
- Les volailles de chair sont évaluées ainsi :
  - Volaille « 100% végétal » : valorisation au prix du marché ;
  - Volaille certifiée : valorisation au prix de revient car il n'existe pas de marché pour la volaille certifiée.

Les futurs reproducteurs et reproducteurs constituent des éléments de la filière amont de l'œuf à couver dont le prix de revient est inférieur à son prix de marché. Le facteur déclenchant une éventuelle dépréciation serait la constatation d'un prix de marché de l'œuf à couver qui deviendrait inférieur au prix de revient.

Les sources externes utilisées pour la valorisation des actifs biologiques sont déterminées sur la base des dernières transactions réalisées avec des intervenants extérieurs. Au cas précis, ils sont les suivants :

- Les prix de marché d'œufs à couver au départ du département de l'Yonne.
- Les prix de marché du poulet standard vif dans le département de l'Yonne.

Par ailleurs, nous procédons à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

### **3.13. Stocks**

Les stocks de matières consommables sont évalués au prix d'achat.

Les stocks de pièces détachées et d'emballages sont évalués au coût moyen pondéré.

Les stocks de produits finis sont évalués au prix du marché, après déduction des coûts de commercialisation.

### **3.14. Créances d'exploitation**

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

### **3.15. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les SICAV sont évaluées au cours du jour correspondant à la date de clôture de l'exercice.

### **3.16. Actions d'autocontrôle**

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

### **3.17. Pertes de valeur des actifs**

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être

mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Au 30/06/2013, un test de dépréciation sur les immobilisations a été effectué sur les comptes du groupe DUC sur la base d'un business plan sur 3 ans. Concernant l'actualisation des flux de trésorerie, nous avons retenu :

- une période de projection de 5 ans ;
- un taux d'actualisation avant impôt de 7,6% ;
- un taux de croissance à l'infini de 1,5%.

Sur une hypothèse de 5 ans, la valeur nette comptable des actifs ainsi estimés du groupe DUC au 30/06/2013 ne nécessite pas de dépréciation.

Tests de sensibilité :

- L'évolution de 1 point à la hausse du taux d'actualisation ne conduirait à aucune dépréciation ;
- L'évolution de 1 point à la baisse du taux de croissance à l'infini ne conduirait à aucune dépréciation ;
- L'évolution de 1 point à la hausse du coût du vif (non répercutée dans les prix de vente) ne conduirait à aucune dépréciation ;
- L'évolution de 1 point à la hausse des charges variables ne conduirait à aucune dépréciation ;

De même, aucun des différents scénarii envisagés sur ces bases ne conduirait à une dépréciation. Cependant, une hausse non répercutée de 3,35 % du prix des matières premières entraînerait une dépréciation des actifs.

### **3.17.1. Détermination de la valeur recouvrable**

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient. La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

### **3.17.2. Reprise d'une perte de valeur**

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été

déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

### **3.18. Passifs financiers et instruments dérivés**

#### **3.18.1. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers**

Les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts courus sur emprunt sont présentés sur la ligne « Partie courante des emprunts à long terme » du bilan.

#### **3.18.2. Instruments hybrides et instruments dérivés**

Il n'existe pas d'instruments dérivés dans le Groupe, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun instrument financier ou autre contrat présentant les trois caractéristiques décrites au paragraphe 9 de la norme IAS 39 - Instruments financiers, comptabilisation et évaluation.

### **3.19. Gestion des risques**

La politique de DUC est de ne pas opérer sur les marchés à des fins spéculatives. Les instruments financiers utilisés ont pour seul objectif de gérer l'exposition au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

#### **3.19.1. Risque du prix de l'aliment.**

Il est procédé à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous essayons d'appréhender les risques pour la durée de la campagne, à l'exception du soja pour lequel des opportunités peuvent apparaître sur des périodes plus longues, soit 18 mois.

Le taux de couvertures au 30/06/13 pour l'achat de nos principales matières premières était de 30,5 % de nos besoins estimés pour la période 1<sup>er</sup> juillet 2013 / 30 juin 2014.

Le tonnage total prévu pour ces matières premières est de 116 000 tonnes (dont 35 300 tonnes couvertes).

Le tonnage total d'aliment prévu est de 143 000 tonnes.

#### **3.19.2. Risque de liquidité**

La dette bancaire figurant au passif du bilan de DUC au 30/06/13 est constituée exclusivement en euros.

Les dettes ne sont pas assorties de « covenants ».

Compte tenu du montant restreint de la dette bancaire figurant au passif du bilan, on peut considérer que la capacité d'accès au crédit est limitée et également que le groupe opte pour des modes de financement différents notamment pour le crédit-bail quand il s'agit de financer des matériels.

Pour le financement de ses besoins en trésorerie, le Groupe fait appel à l'affacturage et à l'escompte.

Il bénéficie par ailleurs du préfinancement du CICE par OSEO.

### **3.19.3. Risque de taux d'intérêts**

Au 30/06/13, la Société DUC ne détient pas d'emprunt à taux variable et elle n'a pas de couverture du risque de taux.

### **3.19.4. Risque de change**

Les risques de change sont quasi inexistant car le marché de DUC est essentiellement concentré sur la zone euro. Les clients du Royaume Uni qui représentent 1,3% du chiffre d'affaires de DUC sont facturés en livres sterling. DUC ne pratique pas d'achat en devises.

Duc détient des titres de filiales ou participations (DRB) en devises (BGN) mais aucun risque de change n'y est associé.

DUC n'a donc pas souscrit de couverture du risque de change.

### **3.19.5. Risque sur actions**

La sensibilité du résultat de Duc à une baisse de valeur des titres auto-détenus peut être aisément estimée puisqu'en lien unique avec le résultat de la société.

## **3.20. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages à long terme**

Comme indiqué dans la note 1 sur les principes comptables, DUC a opté pour une application anticipée de la norme IAS 19 révisée au 1er janvier 2012.

### **3.20.1. Régimes de retraite : régimes à cotisations définies**

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées de la manière suivante : les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par une méthode actuarielle et il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié.

En ce qui concerne les modalités de départ à la retraite, l'hypothèse retenue est un départ à l'initiative du salarié lorsqu'il a suffisamment cotisé pour avoir une retraite à taux plein. Les âges de départ à la retraite (excepté pour les salariés de l'établissement Gouaix) sont de 64 ans pour les cadres et 63 ans pour les techniciens. Pour les employés et les ouvriers, l'âge de départ à la retraite a été modifié pour l'adapter à la réforme de la Loi des Retraites n°2010-1330 du 09 novembre 2010 et la loi de finances rectificative du 07 novembre 2011 (décret n°2011-916) : 61 ans pour les employés nés avant 1952, 60 ans pour les ouvriers nés avant 1952, puis 62 ans progressivement. Pour Gouaix, l'âge de départ en retraite est 65 ans pour l'ensemble des salariés, comme prévu par la convention collective à laquelle est rattaché cet établissement.

Le taux d'actualisation retenu par le Groupe DUC pour le calcul des engagements sociaux au 30/06/2013 est le taux iBoxx corporates AA arrondi à 3% pour les IFC (2,75% au 31/12/12). Conformément aux préconisations de la norme IAS 19, ces taux sont donc proches des taux des obligations long terme sur le marché financier de maturité comparable à la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés du Groupe DUC.

Le taux de revalorisation des salaires retenu par le Groupe DUC est de 0,90% pour l'ensemble des effectifs.

### **3.20.2. Indemnités de cessation de services**

Les indemnités dues aux mandataires sociaux pour atteinte de la limite d'âge fixée par les statuts ont été provisionnées en prenant en compte les probabilités de présence dans l'entreprise à la date hypothétique du versement. Ces engagements correspondent au versement d'une indemnité en numéraire basée sur la rémunération des mandataires et font l'objet d'une actualisation.

### **3.20.3. Autres avantages à long terme**

Les médailles du travail sont provisionnées de la manière suivante : les gratifications versées par le groupe sont calculées salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue du versement de la gratification et au prorata des années de travail. Ces engagements font l'objet d'une actualisation.

## **3.21. Provisions**

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

## **3.22. Impôts**

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 - Impôts différés, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

## **4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2013**

### **4.1. Variations du périmètre de consolidation**

La SCI TIRANDIERE a été liquidée le 30/06/13. L'impact de la liquidation sur les comptes consolidés du groupe est non significative.



#### 4.2. Périmètre de consolidation au 30 juin 2013

RAISON SOCIALE	SIREN	% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation	Résultat net après impôt 30/06/13
DUC, 89 Chailley	722 621 166			Mère	-1 962
<b>Sociétés consolidées</b>					
CHAROLLES ACCOUVAGE, 89 Chailley	382 094 092	100,00	100,00	IG	20
DRB, Bulgarie		51,00	51,00	IG	38
DROME ACCOUVAGE, 89 Chailley	343 580 981	66,00	66,00	IG	17
DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL, 89 Chailley	433 278 892	69,96	69,96	IG	0
NUTRI-BOURGOGNE, 89 Chailley	401 735 352	100,00	100,00	IG	108
ROTISSERIE DUC DIJON, 89 Chailley	448 423 053	100,00	100,00	IG	-2
SCEA DE VARENNES, 89 Chailley	384 018 644	100,00	100,00	IG	-38
SCI DE VARENNES, 89 Chailley	385 025 440	100,00	100,00	IG	-1
SOVIGARD, 89 Chailley	339 457 178	100,00	100,00	IG	66
DGS	753 950 724	50,00	50,00	ME	non communiqué
AMILLY ACCOUVAGE	753 971 100	50,00	0,00	ME	-63
LES VOLAILLES DU CŒUR DE France	753 972 918	50,00	0,00	ME	-3 845

IG : intégration globale  
ME : mise en équivalence

La société Dialzo, dont Duc détient 38.77% du capital, est en liquidation judiciaire. Cette société est déconsolidée depuis le 01/07/09.

#### 5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2012	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30/06/2013
Marques	23				23
Logiciels	937	70			1 007
Droit au bail	60				60
Autres immos incorporelles	175				175
<b>TOTAUX</b>	<b>1 195</b>	<b>70</b>			<b>1 265</b>

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2012	Dotations	Reprises	Autres mouvements	30/06/2013
Logiciels	541	59			600
Droit au bail					
Autres immos incorporelles	175				175
<b>TOTAUX</b>	<b>716</b>	<b>59</b>			<b>775</b>

VALEURS NETTES	31/12/2012	30/06/2013
Marques	23	23
Logiciels	396	407
Droit au bail	60	60
Autres immos incorporelles		
<b>TOTAUX</b>	<b>479</b>	<b>490</b>

Il n'y a pas actuellement de programmes de recherche et développement figurant dans les immobilisations incorporelles.

## 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2012	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30/06/2013
Terrains	3 081	66	-20		3 127
Terrains en crédit-bail	15				15
Constructions	29 801	207			30 008
Constructions en crédit-bail	953				953
Matériel et outillage	16 672	614	-198	97	17 185
Matériel et outillage en crédit-bail	5 077				5 077
Autres immobilisations corporelles	761	17	-16		762
Autres immos corporelles en crédit-bail	29				29
Immobilisations en cours	836	154		-97	893
<b>TOTAUX</b>	<b>57 225</b>	<b>1 058</b>	<b>-234</b>		<b>58 049</b>

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2012	Dotations	Cessions et reprises	Autres mouvements	30/06/2013
Terrains					
Terrains en crédit-bail					
Constructions	15 596	532			16 128
Constructions en crédit-bail	572	24			596
Matériel et outillage	11 856	547	-191		12 212
Matériel et outillage en crédit-bail	3 747	192			3 939
Autres immobilisations corporelles	522	41	-15		548
Autres immos corporelles en crédit-bail	16	5			21
Immobilisations en cours	178				178
<b>TOTAUX</b>	<b>32 487</b>	<b>1 341</b>	<b>-206</b>		<b>33 622</b>

VALEURS NETTES	31/12/2012				30/06/2013
Terrains	3 081				3 127
Terrains en crédit-bail	15				15
Constructions	14 205				13 880
Constructions en crédit-bail	381				357
Matériel et outillage	4 816				4 973
Matériel et outillage en crédit-bail	1 330				1 138
Autres immobilisations corporelles	239				214
Autres immos corporelles en crédit-bail	13				8
Immobilisations en cours	658				715
<b>TOTAUX</b>	<b>24 738</b>				<b>24 427</b>

Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur). La juste valeur des terrains qui a fait l'objet d'une nouvelle évaluation au 31/12/2012, a été déterminée par un rapport d'expert.

## 7. IMMEUBLES DE PLACEMENT

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Cessions</b>	<b>30/06/2013</b>
Constructions	57			57
Constructions en crédit-bail				
<b>TOTAUX</b>	<b>57</b>			<b>57</b>

<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>30/06/2013</b>
Constructions	57			57
Constructions en crédit-bail				
<b>TOTAUX</b>	<b>57</b>			<b>57</b>

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>30/06/2013</b>
Constructions		
Constructions en crédit-bail		
<b>TOTAUX</b>		

## 8. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Cessions</b>	<b>Variation de périmètre</b>	<b>30/06/2013</b>
Titres de participation non consolidés	143				143
Prêts et autres immos financières	2 227	193	-22		2 398
<b>TOTAUX</b>	<b>2 370</b>	<b>193</b>	<b>-22</b>		<b>2 541</b>

<b>PROVISIONS</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>Variation de périmètre</b>	<b>30/06/2013</b>
/ Titres de participation non consolidés	143				143
/ Prêts et autres immos financières					
<b>TOTAUX</b>	<b>143</b>				<b>143</b>

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>30/06/2013</b>
Titres de participation non consolidés		
Prêts et autres immos financières	2 227	2 398
<b>TOTAUX</b>	<b>2 227</b>	<b>2 398</b>

Les titres de participation correspondent à ceux de la société Dialzo dont Duc détient 38.77% du capital. Cette société, en liquidation judiciaire, est déconsolidée depuis le 01/07/09. Les titres sont intégralement dépréciés dans DUC.

Au poste prêts et autres immobilisations financières figure le fonds de garantie de l'affacturage qui représente 7% de l'encours clients cédé.

## 9. IMPOTS DIFFERES

LIBELLE DES BASES	30/06/2013		31/12/2012		VARIATION
	BASES D'IDA	IDA	BASES D'IDA	IDA	
Reclassement des subventions en produits constatés d'avance	755	252	722	241	11
Provision pour indemnités de retraite	4 744	1 581	4 736	1 579	3
Organic	206	69	370	123	-55
Provision pour autres avantages long terme	178	59	178	59	
Effort construction	48	16	94	31	-15
Déficits fiscaux					
Provisions non déductibles	589	196	579	193	3
<b>TOTAUX</b>	<b>6 520</b>	<b>2 173</b>	<b>6 679</b>	<b>2 226</b>	<b>-53</b>

  

LIBELLE DES BASES	30/06/2013		31/12/2012		VARIATION
	BASES D'IDP	IDP	BASES D'IDP	IDP	
Provisions réglementées	1 943	648	2 012	671	-23
Réévaluation des immobilisations	2 699	900	2 704	901	-2
Crédit-bail	696	232	637	212	20
Provision / titres d'autocontrôle	707	236	598	199	36
Provisions sur C/C groupe	132	44	137	46	-2
<b>TOTAUX</b>	<b>6 177</b>	<b>2 059</b>	<b>6 088</b>	<b>2 029</b>	<b>30</b>

  

IMPOT DIFFERE NET	30/06/2013	31/12/2012	VARIATION
	343	591	-83

  

Plafonnement par résultat des IDA	30/06/2013	31/12/2012	VARIATION
	-136	-219	83

  

ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES	30/06/2013	31/12/2012	VARIATION
PASSIFS D'IMPOTS NON COURANTS	22	22	

Les impôts différés sont présentés en nets cumulés par entité fiscale.

Au 30/06/2013, aucun impôt différé n'a été activé sur les déficits du groupe fiscal Duc.

Le montant des impôts différés potentiellement activables au titre des déficits reportables s'élève à 12 383 K€, correspondant à un stock de déficits reportables de 37 148 K€. Pour mémoire, il s'élevait, au 31/12/12, à 11 449 K€ correspondant à un stock de déficits reportables de 34 346 K€.

## 10. ACTIFS BIOLOGIQUES

VALEURS BRUTES	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Futurs reproducteurs	435	464	443
Reproducteurs	1 001	1 118	982
Œufs à couvrir	597	600	564
Volailles de chair	5 315	4 648	5 423
<b>TOTAUX</b>	<b>7 348</b>	<b>6 830</b>	<b>7 412</b>

Les actifs biologiques ne font l'objet d'aucune dépréciation.

## 11. STOCKS

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2012</b>
Matières premières et approvisionnements	5 863	4 775	5 351
Produits finis	5 732	4 558	4 776
<b>TOTAUX</b>	<b>11 595</b>	<b>9 333</b>	<b>10 127</b>

<b>PROVISIONS</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2012</b>
Matières premières et approvisionnements			7
Produits finis	891	487	803
<b>TOTAUX</b>	<b>891</b>	<b>487</b>	<b>810</b>

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2012</b>
Matières premières et approvisionnements	5 863	4 775	5 344
Produits finis	4 841	4 071	3 973
<b>TOTAUX</b>	<b>10 704</b>	<b>8 846</b>	<b>9 317</b>

## 12. CREANCES

### 12.1. Détail des créances

<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2012</b>
Clients	26 371	22 280	23 842
Clients douteux	142	282	152
Créances fiscales et sociales	3 015	2 558	2 357
Avances et acomptes versés sur commandes	139	270	756
Charges constatées d'avance	477	422	156
Autres créances d'exploitation	22 100	21 610	22 124
Actif d'impôt exigible	94	233	199
<b>TOTAUX</b>	<b>52 338</b>	<b>47 655</b>	<b>49 586</b>

<b>PROVISIONS</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2012</b>
Provision sur clients douteux	136	222	137
Provisions sur autres créances d'exploitation	21 115	21 128	21 128
<b>TOTAUX</b>	<b>21 251</b>	<b>21 350</b>	<b>21 265</b>

<b>VALEURS NETTES</b>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>	<b>31/12/2012</b>
Clients	26 371	22 280	23 842
Clients douteux	6	60	15
<i>Sous-total Clients et comptes rattachés</i>	<i>26 377</i>	<i>22 340</i>	<i>23 857</i>
Créances fiscales et sociales	3 015	2 558	2 357
Avances et acomptes versés sur commandes	139	270	756
Charges constatées d'avance	477	422	156
Autres créances d'exploitation	985	482	996
<i>Sous-total Autres actifs courants</i>	<i>4 616</i>	<i>3 732</i>	<i>4 265</i>
Actif d'impôt exigible	94	233	199
<b>TOTAUX</b>	<b>31 087</b>	<b>26 305</b>	<b>28 321</b>

Les autres créances d'exploitation intègrent 21 091 K€ de compte courant envers BSA Bourgoin et BSAD totalement dépréciés.

## 12.2. Echancier des créances

Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an.

## 13. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

### 13.1. Décomposition de la trésorerie brute

VALEURS BRUTES	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Comptes à terme et actions	74	577	380
Disponibilités	135	69	163
<b>TOTAUX</b>	<b>209</b>	<b>646</b>	<b>543</b>

### 13.2. Décomposition de la trésorerie nette / Rapprochement de la trésorerie nette avec la trésorerie du tableau des flux de trésorerie

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Trésorerie brute	209	646	543
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	-26 250	-22 826	-25 335
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-26 041</b>	<b>-22 180</b>	<b>-24 792</b>

## 14. CAPITAL SOCIAL

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Nombre de titres	1 862 688	1 862 688	1 862 688
Valeur nominale (en euros)	4.00	4.00	4.00
<b>CAPITAL SOCIAL</b>	<b>7 450 752</b>	<b>7 450 752</b>	<b>7 450 752</b>
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	86 327	86 327	86 327
<b>Nombre d'actions en circulation</b>	<b>1 776 361</b>	<b>1 776 361</b>	<b>1 776 361</b>

Aucune distribution de dividende relative à l'exercice 2012 n'est prévue en 2013.  
Il n'y a eu aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

## 15. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

### 15.1. Variation des provisions court terme et long terme

	PROVISIONS LONG TERME				PROVISIONS COURT TERME		
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour médailles du travail	Provisions pour autres avantages long terme	TOTAL	Provisions pour litiges prud'hommaux	Autres provisions pour risques et charges	TOTAL
Valeur au 31/12/2012	4 736	278	31	5 045	11	72	83
Augmentation des provisions	204	10		214		20	20
Montants repris non utilisés	-34			-34	-11		-11
Variation par capitaux propres	-163			-163			
Valeur au 30/06/13	4 743	288	31	5 062		92	92

### 15.2. Variation des provisions pour indemnités de départ en retraite

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Montant de la provision à l'ouverture de la période	-4 736	-3 422	-3 422
(Gains) ou pertes actuariels générés	163	-589	-968
Coûts des services passés			
<b>Other Comprehensive Income</b>	<b>163</b>	<b>-589</b>	<b>-968</b>
Coût des services	-137	-97	-217
Coût net d'intérêt sur la provision	-67	-78	-150
Prestations payées par l'employeur	34	17	21
<b>Impact sur le résultat</b>	<b>-170</b>	<b>-158</b>	<b>-346</b>
Montant de la provision à la clôture de la période	-4 743	-4 169	-4 736

## 16. PASSIFS FINANCIERS

### 16.1. Endettement net

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Emprunts et dettes financières à long terme	242	1 503	870
Partie courante des dettes financières à long terme	1 994	1 400	1 384
Autres passifs non courants	2 011	2 012	2 012
Avance OSEO (préfinancement CICE)	635		
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	26 250	22 826	25 335
<b>Dettes financières</b>	<b>31 132</b>	<b>27 741</b>	<b>29 601</b>

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Dettes financières	31 132	27 741	29 601
Trésorerie active	209	646	543
<b>Endettement net</b>	<b>30 923</b>	<b>27 095</b>	<b>29 058</b>

\* Les autres passifs non courants comprennent le compte courant bloqué CECAB à hauteur de 2 000 K€.

Taux d'emprunt à long terme (fixe) : 5.30%

Taux d'emprunt à court terme (fixe) : Euribor 3 mois + 0.8%

## 16.2. Echéance des passifs financiers

	Montant	A 1 an au plus				Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
		< 1 mois	Entre 1 et 3 mois	> 3 mois	Sous-total		
Emprunts auprès des ets de crédit	1 529	219		1 255	1 474	55	
à plus d'un an à l'origine	26 885	26 885			26 885		
à un an maximum à l'origine	707	42	85	393	520	187	
Dettes financières de crédit-bail	2 011					2 011	
Autres passifs non courants							
	<b>30/06/2013</b>	<b>31 132</b>	<b>27 146</b>	<b>85</b>	<b>1 648</b>	<b>28 879</b>	<b>2 253</b>
	30/06/2012	27 741	23 092	298	835	24 225	3 516
	31/12/2012	29 601	25 574	286	823	26 684	2 917

Dans les emprunts auprès des établissements de crédit est inclus l'affacturage pour un montant de 23 467 K€ (23 374 K€ au 31/12/12).

A l'actif du bilan, l'affacturage reste inscrit en comptes clients car la gestion du poste clients est conservée par la société DUC.

La mise en place de l'affacturage constitue un moyen de financement des besoins de trésorerie, la quasi-totalité du poste client Duc est cédée (de même qu'au 31/12/2012).

Les charges financières s'élèvent, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013 à 176 K€ et les commissions d'affacturage sur la même période sont de 50 K€.

## 17. AUTRES PASSIFS COURANTS

### 17.1. Détail des autres passifs courants

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Dettes fiscales et sociales	10 617	9 885	10 377
Produits différés	870	887	859
Autres dettes courantes	1 666	1 441	1 475
<b>TOTAUX</b>	<b>13 153</b>	<b>12 213</b>	<b>12 711</b>

### 17.2. Echancier des autres passifs courants

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes fiscales et sociales	10 617	10 617		
Produits différés*	870	78	378	414
Autres dettes courantes	1 666	1 666		
	<b>30/06/2013</b>	<b>13 153</b>	<b>12 361</b>	<b>378</b>
	30/06/2012	12 213	11 408	290
	31/12/2012	12 711	11 930	298

\* Les produits différés correspondent à des subventions sur immobilisations.



## 18. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VARIATIONS NETTES	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Variations des actifs biologiques	-64	332	914
Variation des stocks	1 387	468	939
Variation des clients	2 519	-586	932
Variation de l'actif d'impôt exigible	-105	31	-3
Variation des autres actifs courants	352	917	1 451
Variation des fournisseurs	-3 577	1 290	314
Variation des passifs d'impôt courants	-2	369	369
Variation des autres passifs courants	-442	-845	-1 344
<b>TOTAUX</b>	<b>68</b>	<b>1 976</b>	<b>3 572</b>

## 19. INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de volailles (poulets et dindes) label rouge, certifiées et standards. Le Groupe est notamment un opérateur national référencé sur une large gamme de produits élaborés à partir de volaille (poulet ou dinde). La nature des procédés utilisés, les catégories de clients (libre service, rôtissoires et grossistes) auxquels sont destinés les produits, et les méthodes de distribution utilisées sont identiques quel que soit le type de volailles.

De plus, Duc dispose d'un département commercial unique basé sur le site de Chailley qui a la responsabilité de commercialiser l'ensemble de la gamme auprès de nos clients.

Les outils de production de Duc ont une vocation multi activités dans le secteur de la volaille. Ils sont donc comparables et constituent, agrégés, les coûts de production du produit fini commercialisé.

Il n'existe donc qu'un secteur d'activité au sein du Groupe : la transformation et la commercialisation de produits à base de volaille.

Dans le reporting de direction, le découpage retenu en matière de présentation de l'information sectorielle est la ventilation du chiffre d'affaires par type de clientèle. Le reporting interne destiné au principal décideur opérationnel (M. Joël Marchand) est calé sur les secteurs opérationnels identifiés.

Par ailleurs, toutes les activités du Groupe sont implantées en France et les marchés sont principalement localisés en France (plus de 90%). En conséquence, le secteur géographique est unique et se limite au territoire national.

## 20. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

ZONES GEOGRAPHIQUES	France	Export	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Production vendue de biens	94 430	8 332	102 762	90 402	189 117
Prestations de services	1 204		1 204	998	2 098
Ventes de marchandises	1 208		1 208	14	40
Frais de publicité	-1 371		-1 371	-1 225	-2 464
<b>TOTAUX</b>	<b>95 471</b>	<b>8 332</b>	<b>103 803</b>	<b>90 189</b>	<b>188 791</b>

ZONES GEOGRAPHIQUES EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
France	96.6%	94.3%	96.0%
Bénélux	1.3%	1.8%	1.5%
Autres	2.1%	3.9%	2.5%
<b>TOTAUX</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## 21. ACHATS CONSOMMES

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Achats de mat. prem. et autres approv.	55 758	43 905	96 536
Achats non stockés de matières et fourm.	1 963	1 916	3 587
Achats de marchandises	1 126	-4	14
<b>TOTAUX</b>	<b>58 847</b>	<b>45 817</b>	<b>100 137</b>

## 22. CHARGES EXTERNES

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Sous traitance	1 204	1 155	2 179
Locations	469	595	1 089
Entretiens et réparations	2 300	2 057	4 060
Primes d'assurance	213	266	515
Personnel extérieur	4 390	3 867	7 831
Transports de biens	7 194	6 636	13 732
Déplacements, missions et réceptions	135	127	247
Autres services extérieurs	11 578	10 882	22 431
<b>TOTAUX</b>	<b>27 483</b>	<b>25 585</b>	<b>52 084</b>

Au 30/06/2013, les autres services extérieurs comprennent notamment les rémunérations des éleveurs pour 6 871 K€ (13 492 K€ au 31/12/2012) et le façonnage confié à des prestataires (abattage des dindes, ...) pour 2 726 K€ (5 010 K€ au 31/12/2012).

## 23. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Sur immobilisations incorporelles	59	59	296
Sur immobilisations corporelles	1 340	1 352	2 529
<b>TOTAUX</b>	<b>1 399</b>	<b>1 411</b>	<b>2 825</b>

## 24. PERSONNEL

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Salaires et traitements	11 985	11 121	22 668
Charges sociales	4 779	4 967	9 554
<b>TOTAUX</b>	<b>16 764</b>	<b>16 088</b>	<b>32 222</b>

## 25. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Prix de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	33	108	109
Reprise en résultat des subventions	61	65	100
Autres produits d'exploitation	147	122	394
<b>TOTAUX</b>	<b>241</b>	<b>295</b>	<b>603</b>

## 26. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	17	124	140
Impact de la liquidation de la SCI TIRANDIERE	11		
Autres charges d'exploitation	79	12	91
<b>TOTAUX</b>	<b>107</b>	<b>136</b>	<b>231</b>

## 27. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Intérêts bancaires	277	257	527
Intérêts liés aux dettes de crédit-bail	23	37	68
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>300</b>	<b>294</b>	<b>595</b>

## 28. RESULTATS PAR ACTION

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
<i>Numérateur (en milliers d'euros)</i>			
Résultat net part du Groupe	-2 086	-4	-2 189
<i>Dénominateur (en milliers d'actions)</i>			
Nombre moyen d'actions de base	1 776	1 776	1 776
Nombre d'actions potentielles dilutives			
Nombre moyen d'actions dilué	1 776	1 776	1 776
<b>RESULTAT PAR ACTION (en euros)</b>	<b>-1.17</b>	<b>-0.00</b>	<b>-1.23</b>
<b>RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)</b>	<b>-1.17</b>	<b>-0.00</b>	<b>-1.23</b>

Au 30/06/2013, le capital est composé de 1 862 688 actions de 4,00 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Le nombre d'actions en circulation correspond à l'écart entre le nombre d'actions composant le capital, soit 1 862 688 actions et le nombre d'actions en autocontrôle, soit 86 327 actions. Il s'élève donc au 30/06/2013 à 1 776 361 actions.

## 29. ENGAGEMENTS

### 29.1. Engagements financiers donnés

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Intérêts sur emprunts non échus	27	111	46
<b>TOTAUX</b>	<b>27</b>	<b>111</b>	<b>46</b>

### 29.2. Autres engagements

La société DUC s'est portée caution pour sa filiale en Bulgarie DRB auprès du fournisseur PROMIVI à hauteur de 340K€.

## 30. PARTIES LIEES

Les comptes consolidés incluent les opérations effectuées par le groupe avec les sociétés qui détiennent son capital.

Les échanges avec les sociétés membres du Groupe Verneuil, détenteur du capital de DUC, sont des flux financiers.

La convention de trésorerie entre DUC et VERNEUIL Participations signée en avril 2005 est renouvelée tous les ans par tacite reconduction. Le taux de rémunération est Euribor +0.5 avec un plafond de 3 000 K€. Le solde du compte courant au 31/12/2012 est de 59 K€.

Une convention de compte courant bloqué a été signée avec la CECAB le 22 avril 2008 pour une somme de 2 millions d'euros bloqués pendant une période de 7 ans minimum. Ce compte courant est non rémunéré pendant cette période. L'encours fournisseur avec la CECAB est de 9,1 M€ (9 M€ au 31/12/12). Les charges liées à l'activité sont de 15 930 K€ (27 937 K€ au 31/12/12), et les charges financières sont de 59 K€ (88 K€ au 31/12/12).

## 31. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges survenus dans le cadre habituel de ses activités. Pour chacun des litiges connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, il a été procédé à une revue à la date d'arrêté des comptes. Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés (cf note 15).

Le 15/01/2012, La société PEP a activé la garantie de passif concernant la société COBRAL à hauteur de 400 K€. Une provision pour risques a été passée pour 72 K€ pour ce dossier.

Le tribunal de commerce de Périgueux a mandaté, à la demande de l'administrateur judiciaire en charge du dossier DIALZO, un expert judiciaire qui souhaite des informations concernant les mouvements de titres DIALZO et des prétendus engagements d'achats de graines de soja extrudé qui n'auraient pas été éventuellement tenus par DUC.

### **32. JETONS DE PRESENCE**

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres non salariés du conseil d'administration de DUC au 1<sup>er</sup> semestre 2013 ni en 2012, 2011 et 2010.

### **33. EVENEMENTS POST-CLOTURE**

- La société Sovigard a fait l'objet d'une fusion absorption par la société DUC le 31/08/13.
- Un contrôle fiscal est en cours depuis septembre et il porte sur les exercices 2010 , 2011, 2012.

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

---

Synergie-Audit  
111, rue Cardinet  
75017 Paris

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
B.P. 136  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## DUC

Société Anonyme

Grande Rue  
89770 CHAILLEY

---

## Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Comptes consolidés condensés  
Période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013

---

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DUC, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité de l'exploitation exposée dans la note « 1.6. Présentation des états financiers consolidés » de l'annexe.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 8 novembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Michel Bachette-Peyrade

Vincent Blestel